

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 414 COLOMBIE: LA CHARTE DE LA NON-VIOLENCE LATINO-AMERICAINE

L'affirmation du mouvement latino-américain de non-violence se poursuit progressivement. Après une première rencontre au Costa-Rica, en 1971, les mouvements de libération non-violente en Amérique latine s'étaient de nouveau réunis en 1974, en Colombie (cf. DIAL D 165).

Du 28 novembre au 3 décembre 1977, c'était au tour de vingt-et-un évêques du continent de se réunir sur le même thème de travail, en compagnie de quelques prêtres et laïcs. La rencontre avait lieu à Bogota, en Colombie. Aucun évêque colombien n'y participait, les autres venant du Brésil (7), de Bolivie (2), du Pérou (3), du Nicaragua (1), d'El Salvador (2), du Chili (5) et d'Equateur (1); les autres participants venaient également du Venezuela et du Panama.

Au terme de la rencontre a été publié le document dont nous donnons le texte intégral ci-dessous. Il est adressé aux communautés chrétiennes d'Amérique latine. Il constitue également une contribution à la préparation de la IIIe Assemblée générale de l'épiscopat latino-américain qui doit se tenir en octobre 1978.

(Note DIAL)

DOCUMENT FINAL
DE LA RENCONTRE INTERNATIONALE D'EVEQUES LATINO-AMERICAINS
SUR "LA NON-VIOLENCE EVANGELIQUE, FORCE DE LIBERATION"

Ce n'est pas si souvent qu'il est possible de vivre une rencontre aussi amicale, aussi simple et dans un tel climat de disponibilité. Les vingt évêques et les quelques prêtres et laïcs que nous étions, originaires de neuf pays d'Amérique latine - Brésil, Bolivie, Pérou, Venezuela, Nicaragua, El Salvador, Chili, Equateur et Panama - ont fait une expérience de vie fraternelle extrêmement riche.

Invités par le Mouvement international de la réconciliation, Pax Christi, le Secrétariat latino-américain de Caritas et le Service Paz y Justicia (d'orientation non-violente), nous nous sommes réunis à Bogotá pour commencer notre travail sous la présidence, pour la session inaugurale, du cardinal Aloisio Lorscheider. Le thème de notre réflexion était la situation de violence et la réponse chrétienne de la non-violence comme force sociale, inspirée de l'évangile et libératrice de l'homme. C'était notre façon d'exprimer notre communion profonde avec le Saint-Père qui avait choisi pour la Journée de la paix le thème "Non à la violence, oui à la paix".

Nous sommes venus de nombreux pays pour donner le témoignage d'une Eglise engagée avec les plus pauvres, parfois même jusqu'au don de la vie. Nous avons

signifié le geste de nombreux témoins de la charité chrétienne qui ont versé leur sang pour la justice, pour la paix, pour la défense des faibles et des opprimés.

Dès le début de notre rencontre, qui a revêtu les traits d'une véritable retraite spirituelle, nous avons pensé que si la déclaration finale n'était pas marquée du sceau de notre sang et de notre sacrifice, elle manquerait de signification profonde et ne conduirait pas au radicalisme de l'évangile. C'est pourquoi nous avons estimé que les temps forts en étaient ceux de la prière et de la célébration. Nous avons essayé d'identifier et de reconnaître, à partir du texte d'Isaïe 53, les serviteurs souffrants qui incarnent aujourd'hui le mystère du Seigneur Jésus et son oeuvre de rédemption.

En reconnaissant que nous aussi nous sommes faibles et pécheurs, responsables avec les autres frères de l'injustice qui existe dans le monde, nous avons fait, en geste de pénitence, un jeûne absolu de vingt-quatre heures le jour du 1er décembre. Ce jeûne voulait également être un geste modeste de communion avec les cinq cents millions d'affamés qui attendent un monde juste où tous les hommes seraient traités comme les fils d'un même père. C'est dans ce climat qu'a été rédigé ce texte.

Nous sommes préoccupés par la situation qui marque si fortement l'histoire et la vie de nos peuples. Nous notons avec tristesse que "le scandale de disparités criantes, non seulement dans la jouissance des biens, mais plus encore dans l'exercice du pouvoir" (Populorum Progressio, 9) s'est aggravé et que la situation de péché telle que l'avaient signalée les évêques à Medellin continue sans changement, si ce n'est en pire.

Nous vivons dans un climat de violence. Il y a la violence dans le domaine économique par suite des crises aiguës, des dévaluations monétaires répétées, du chômage et du coût social élevé que paient en définitive les plus pauvres et les sans protection. Il y a la violence sur le plan politique car nos peuples sont, les uns davantage les autres moins, privés de droit d'expression, de participation et d'exercice de leurs droits civiques. Et plus grave encore pour de nombreux pays, il faut y ajouter les violations des droits de l'homme, la pratique inhumaine de la torture, les enlèvements et les assassinats. La violence se manifeste aussi à travers les diverses formes de délinquance, l'évasion par la drogue, l'abus de la femme: ce sont là de tristes expressions de frustration, de décadence spirituelle et culturelle pour des peuples qui perdent ainsi l'espoir en un avenir autre.

Nous ne pouvons nous réfugier dans des théories ni nous abriter derrière des condamnations de groupes à groupes. La violence est là, c'est un fait. L'injustice existe, c'est une réalité. Comme chrétiens nous ne pouvons transiger avec cette situation. Nous ne pouvons nous habituer au mal, surtout s'il se manifeste quotidiennement et de façon répétée. Nous ne pouvons nous taire, surtout si l'on essaie de nous intimider par des menaces, des campagnes de diffamation et des représailles. Et nous pouvons encore moins accepter que la violence soit présentée comme une exigence de la foi, comme une sauvegarde des "valeurs humanistes et chrétiennes" à défendre.

Pour présenter simplement le fruit de nos réflexions aux communautés ecclésiales d'Amérique latine, nous insisterons en premier lieu sur notre façon de voir les faits. Puis nous plaiderons pour une solution énergique, radicale, mais évangélique, issue de la doctrine et de l'exemple du Seigneur Jésus que nous reconnaissons comme le vrai et seul Seigneur de l'histoire. La force de l'évan-

gile est l'incarnation non seulement de la vérité de Dieu mais aussi de son pouvoir. C'est un pouvoir qui est à l'oeuvre dans l'histoire pour la transformer. Nous croyons en la fécondité de l'action inspirée par l'amour, ainsi que le rappelle avec insistance S.S. Paul VI; et nous la préférons à la violence qui n'est ni chrétienne ni évangélique et qui s'est révélée inefficace.

I- LA VIOLENCE EN AMERIQUE LATINE

Parler de violence sur notre continent, ce n'est pas ignorer la réalité mondiale de la violence. Nous ne nions pas non plus les signes d'espoir pour l'avenir. Mais ces signes ne sont pas d'abord constitués par les succès politiques et économiques (comme, par exemple, la stabilité issue de régimes autoritaires ou la croissance de certains secteurs de l'économie) car ces succès masquent souvent l'importance du prix payé par les masses marginalisées pour la violence qu'on leur impose. Les véritables signes d'espoir résident bien davantage dans la prise de conscience grandissante du peuple, dans la solidarité fraternelle, dans l'aide mutuelle et dans la recherche d'une société plus juste et plus humaine. Nous y voyons la manifestation de l'action libératrice de l'Esprit-Saint. Ce sont là les biens véritables que "nous retrouverons plus tard, mais purifiés de toute souillure, illuminés, transfigurés, lorsque le Christ remettra à son Père un Royaume éternel et universel: royaume de vérité et de vie, royaume de sainteté et de grâce, royaume de justice, d'amour et de paix." (Gaudium et Spes, 39).

La violence dans le domaine économique

Nous soulignons et dénonçons la violence qui prédomine sur le marché international des produits manufacturés et des matières premières. "La justice sociale, déclarait Paul VI, exige que le commerce international, pour être humain et moral, rétablisse entre partenaires au moins une certaine égalité de chances" (Populorum Progressio, 61). Bien que les pays pauvres aient fait de nombreux efforts pour se faire entendre et pour faire accueillir leurs revendications, les conférences internationales se soldent par des échecs et les solutions appelées d'urgence se voient sans cesse repoussées. Les aspirations à un nouvel ordre économique international ne parviennent pas à se traduire en mesures concrètes propres à redonner espoir aux pauvres de notre continent. La situation internationale se répercute également sur les choix à l'intérieur: les modèles de développement arrêtés provoquent la baisse du niveau de vie populaire; et même les réformes commencées, comme la réforme agraire par exemple, semblent devoir stationner quand ce n'est pas reculer pour certains pays.

Par contre, le pouvoir des grands complexes industriels, dont certains ont un budget dépassant de loin celui d'un certain nombre de nations latino-américaines, est en expansion et se renforce. Les bénéfices apportés par ces entreprises transnationales grâce à leurs capitaux et à leur technologie ne semblent pas compenser les risques présentés par un pouvoir considérable qui leur permet de "mener des stratégies autonomes, en grande partie indépendantes des pouvoirs politiques nationaux, donc sans contrôle au point de vue du bien commun. En étendant leurs activités, ces organismes privés peuvent conduire à une nouvelle forme abusive de domination économique sur le domaine social, culturel et même politique." (Octogesima Adveniens, 44). Cela se solde par une annulation des efforts d'intégration latino-américaine.

La violence économique est également pratiquée par ceux qui retirent leur argent du pays. Parfaitement conscients que ce n'est pas là un fait isolé, mais au contraire une chose fréquente, nous faisons nôtre l'avertissement de Paul VI:

"On ne saurait admettre que des citoyens pourvus de revenus abondants, provenant des ressources et de l'activité nationales, en transfèrent une part considérable à l'étranger pour leur seul avantage personnel, sans souci du tort évident qu'ils font subir à leur patrie" (Populorum Progressio, 24). On dit que l'argent n'a pas de patrie. Mais il y a un véritable "impérialisme international de l'argent" (Populorum Progressio, 26) qui est le fruit d'un libéralisme effréné.

Il y a aussi violence dans l'inégalité croissante de la distribution du revenu national. Des petites minorités de l'ordre de 5% de la population accumulent la richesse, dans des proportions qui vont parfois jusqu'à 30% du revenu national, alors que 80% de la population doit se contenter de 40% du revenu de la nation. En d'autres termes, moins d'un tiers de la population jouit des deux tiers de la richesse nationale, tandis que le reste de la population doit se partager le tiers restant (chiffres des Nations Unies sur la distribution du revenu en Amérique latine - 1971). Cette situation tend à se détériorer par suite de la baisse de valeur de la monnaie dont les répercussions négatives se font surtout sentir dans les couches de population les plus marginales.

Il faut ajouter à ce tableau la violence que subissent les travailleurs dénués très souvent de droits syndicaux et obligés d'accepter des rémunérations insuffisantes. Il convient à ce sujet de rappeler l'avertissement sévère de Léon XIII, voici près de cent ans, dans l'encyclique Rerum Novarum, n° 32: "Si l'ouvrier, sous le coup de la nécessité ou de la crainte d'un mal plus grand, accepte contre son gré une condition plus dure parce qu'elle est imposée par le patron ou le chef d'entreprise, il subit là certainement une violence qui réclame justice."

La violence sur le plan politique

Il n'existe pas en Amérique latine de climat propice au discernement politique auquel nous invite Paul VI devant les idéologies et les systèmes, autant face à un libéralisme qui dépasserait son insensibilité sociale et respecterait les droits collectifs (cf. Octogesima Adveniens, 26 et 35), que face à un socialisme qui respecterait les valeurs "de liberté, de responsabilité et d'ouverture au spirituel" (Octogesima Adveniens, 31).

Aussi l'Amérique latine connaît-elle la tentation permanente de la violence. Celle qui se traduit dans le choix résolu en faveur du "matérialisme étouffant" de la société de consommation, laquelle conduit, par sa logique propre, "à la cupidité, au désir d'avoir toujours plus et à la tentation d'accroître sa puissance" (Populorum Progressio, 18). Et la violence, également, pour changer le système. "Il y a deux sortes de violence: celle qui attaque et celle qui défend. Il y a ceux qui cherchent 'le conflit à tout prix', et ceux qui cherchent 'la paix à tout prix'. Mais le prix est toujours la violence (...). Nous rejetons l'une et l'autre et invitons à éliminer à sa racine non point l'ennemi mais la cause de l'inimitié: l'injustice." (Episcopat chilien: "Evangile et Paix", du 5 septembre 1975). (1)

Nous soulignons et dénonçons, en particulier, la violence exercée au nom de la sécurité nationale. "Comme bien d'une nation, la sécurité est incompatible avec l'insécurité permanente du peuple." (Episcopat brésilien: "Les exigences chrétiennes d'un ordre politique", n° 37, du 17 février 1977). (2)

D 414-4 (1) Texte complet dans DIAL D 247 (N.d.T.).
(2) Texte complet dans DIAL D 362 (N.d.T.).

"Le souci légitime de la sécurité nationale ne doit pas être porté à l'extrême, au point de créer un climat d'insécurité grandissante dans tout le pays (...) Le terrorisme de la subversion ne peut avoir comme réponse le terrorisme de la répression." (Episcopat paraguayen: déclaration du 12 juin 1976, n° 8). (3)

La course aux armements, par ailleurs, jette l'ombre du doute et de l'incertitude. Horizon menaçant de violence qui ne peut être source d'aucun bienfait pour notre continent. La course aux armements n'est pas seulement une menace de violence à venir, elle est une violence déjà à l'oeuvre: elle est facteur d'exacerbation d'un sentiment nationaliste opposé à la communauté des nations latino-américaines et refusant de tenir compte des peuples frères. "Le nationalisme isole les peuples contre leur bien véritable" (Populorum Progressio, 62). De plus, il appauvrit nos peuples en limitant les ressources déjà faibles qui sont si nécessaires à leur développement intégral: "Le nationalisme serait particulièrement nuisible là où la faiblesse des économies nationales exige au contraire la mise en commun des efforts, des connaissances et des moyens financiers, pour réaliser les programmes de développement et accroître les échanges commerciaux et culturels." (Populorum Progressio, 62).

Autres manifestations de la violence

La violence des puissants ne cherche pas à se manifester comme telle; c'est pourquoi elle appelle le mensonge. A son tour, le mensonge ne peut se suffire à lui-même; c'est pourquoi il a besoin de la violence. Nous vivons ainsi de multiples formes de violence qui ne se réduisent pas aux seuls rapports économiques et politiques. Elles se traduisent par la pornographie et la brutalité, qui sont devenues des thèmes et un climat habituels des moyens de communication de masse; ils pénètrent dans l'intimité du foyer par la télévision. La violence se traduit par les programmes contraignants de contrôle de la natalité, acceptés par nos gouvernements; ils constituent une immixtion dans la vie du couple, responsable de son choix pour la vie et l'éducation de ses enfants. Il y a violence quand, par l'avortement, on supprime une vie humaine. Il y a violence quand la dignité de la femme n'est pas respectée et quand la femme n'est pas mise sur un pied d'égalité dans ses responsabilités familiales et sociales. Il y a violence quand la femme est réduite à l'état d'objet publicitaire dans la société de consommation.

La violence pèse en particulier sur les pauvres: ils n'ont pas de travail, ils n'ont pas accès à l'éducation ni aux soins médicaux.

La jeunesse, elle aussi, est victime de la violence: on contrôle ses idées et ses aspirations; on lui impose un dogmatisme contre un autre; on lui dénie toute capacité critique et toute responsabilité politique. Dans certains pays, on fait de l'université un lieu réservé à une élite, à des privilégiés; dans d'autres, les universités reflètent le malaise social et vont au gré des pressions politiques et économiques. Quand la jeunesse n'a pas la possibilité de donner un sens à la vie, de déboucher sur un espoir, elle finit par s'évader dans la drogue ou la délinquance. Nous déplorons l'équivoque de tant d'expressions de sa protestation et l'inutilité de tant de ses actions pour parvenir au changement effectivement nécessaire.

La légitimité religieuse de la violence

Nous attirons l'attention, plus clairement et plus vivement encore, sur la violence qui est faite à l'évangile quand on y cherche et une apologie et une

légitimation de la violence. Jésus n'a pas ignoré que les structures et les systèmes oppriment l'homme. Plus encore, il s'en est pris à la structure la plus sacrée qui soit pour un peuple religieux comme le peuple juif: ce n'est pas l'homme qui est fait pour le sabbat mais le sabbat pour l'homme. On ne peut sacrifier des personnes concrètes au nom d'observances légalistes. Mais la libération qu'il annonçait, il l'a réalisée et obtenue par sa mort et sa résurrection. Il a payé le prix fort, celui de sa propre vie, pour rendre les hommes libres, en les soustrayant surtout à l'esclavage du péché et, donc, aux esclavages qui sont la conséquence du péché.

Jésus n'a pas fait appel aux moyens violents pour changer des situations injustes. Mais encore moins pour maintenir l'injustice et la défendre. C'est pourquoi nous devons affirmer que les valeurs chrétiennes ne se défendent jamais par l'assassinat, la torture et la répression. Ce sont de tristes valeurs "humanistes et chrétiennes" celles qui ne peuvent être affirmées que par la violence! De telles méthodes ne peuvent prendre la défense d'une vie et d'un amour qui nous rendent libres parce qu'ils nous font les fils du Père et les frères de tous les hommes. La fraternité et la filiation ne se maintiennent pas par la force des armes. Ce sont des valeurs qui se vivent à travers la conversion du cœur, en accueillant les dons du Seigneur en esprit de pauvreté.

II- LES ATTITUDES DEVANT LA VIOLENCE

Face à la réalité de la violence, il existe plusieurs réponses. Certains préfèrent l'ignorer en refusant de la voir, en faisant abstraction d'elle, en se réfugiant dans le monde factice, étroit et fermé de leur classe sociale et de l'univers qui les entoure. D'autres, sans ignorer la violence, la considèrent comme inévitable, en attitude fataliste, ou même comme nécessaire, à titre de moindre mal, et donc tombant sous le coup des décisions libres de l'homme. Chez ceux qui sont victimes de la violence, celle-ci engendre la passivité, la résignation et la peur. Les violences atteignent pleinement leurs objectifs quand on se trouve devant une société massifiée, dénuée de sens critique, sans solidarités humaines et domestiquée par la société de consommation. Ceux qui réagissent de cette façon devant les violences existantes ne croient pas à la possibilité d'une action quelconque, même pas l'action non-violente. C'est donc la reconnaissance du triomphe de la violence oppressive et répressive; elle se voit attribuer le dernier mot dans l'histoire.

D'autres, par contre, se sentent appelés à la rébellion et au combat. Ils n'acceptent pas le monde des injustices actuelles. Ils rêvent d'une société plus juste. Mais ils pensent que la réalisation de cette utopie ne peut se faire sans le recours à la violence. Conscients de l'existence de "situations dont l'injustice crie vers le ciel", ils ont "la tentation de repousser par la violence de telles injures à la dignité humaine" (Populorum Progressio, 30). Mais les tactiques de la contre-violence ont conduit à de plus grands manques et à une répression encore plus implacable.

III- L'ACTION NON-VIOLENTE

La situation de violence que nous venons de dénoncer et qui ne semble guère s'améliorer à court terme constitue pour nous un défi. Devant les différentes réponses de la passivité et du conformisme, ou de la rébellion et de la protestation violente, avons-nous une alternative à proposer pour combattre la violence des grands qui réduisent les plus faibles en esclavage? Ou pour empêcher que le combat des opprimés contre les injustices qui les écrasent débouche sur une escalade de la haine et de la terreur?

La non-violence s'est présentée à nous, dans cette rencontre, comme la grande occasion offerte aujourd'hui aux chrétiens, ainsi qu'aux hommes et aux femmes de bonne volonté, pour qu'ils agissent en faveur d'une société dont l'objectif soit le dépassement de toutes les dominations.

L'action non-violente est un esprit et une méthode. Il existe des exemples de son efficacité dans diverses situations d'injustice. Gandhi a été un apôtre de la non-violence en Afrique du Sud et en Inde, en combattant pour la libération du colonialisme, pour la justice sociale et politique. Martin Luther King est un martyr de la non-violence dans sa défense des noirs victimes de préjugés raciaux. Danilo Dolci a lutté pour la libération des populations pauvres et contre la terreur répandue par la mafia sicilienne. César Chavez organise les chicanos exploités des vignobles de Californie et lutte avec eux par des méthodes non-violentes. La non-violence a également été employée en Tchécoslovaquie au moment de l'invasion russe.

Ces exemples nous semblent peut-être bien éloignés ou inadaptés à la réalité de l'Amérique latine. Pourtant, parmi nous se lèvent des convaincus de la cause de la non-violence. Dom Helder Camara a été l'un des pionniers d'une telle action sur notre continent. Il n'est pas seul. Nous voyons avec joie qu'il existe déjà dans le peuple, surtout chez les pauvres et les opprimés, chez leurs leaders et les agents pastoraux, des exemples encourageants d'une action évangélique non-violente contre l'injustice et l'oppression. L'Amérique latine compte déjà des listes de martyrs et de confesseurs de la non-violence.

Mais nous devons aussi reconnaître que nous, chrétiens, n'avons pas toujours dénoncé la violence et l'injustice; dans notre faiblesse et notre péché, nous en sommes parfois venus à donner des contre-témoignages par des attitudes de connivence avec ceux qui oppriment les pauvres et sont à l'origine des injustices.

L'esprit de la non-violence

L'action non-violente est la mise en oeuvre d'un esprit et d'une méthode. Comme esprit, la non-violence a pour point de départ la conviction que les hommes ne sont pas irrémédiablement affrontés les uns aux autres comme ennemis, mais qu'au sein même d'une situation de conflit, ils peuvent relever le défi consistant à la dépasser par le dialogue et l'amour. Quand ce conflit vient d'une situation d'injustice évidente, caractérisée par la prédominance du pouvoir des uns sur les autres, il appartient aux faibles d'entreprendre une action faite de pression morale extrêmement active et efficace, mais non violente, propre à faire voir à l'opresseur son injustice et à l'amener à la corriger. De la sorte, tous deux se libèrent: le puissant se libère de l'oppression qu'il exerce; le faible, de l'oppression qu'il subit.

Bien que l'esprit de la non-violence ne soit pas l'exclusivité des chrétiens, nous trouvons cependant dans notre foi, dans les paroles et les actes du Seigneur Jésus, des motivations profondes et des exemples clairs pour vivre l'action non-violente. Cette action incarne, en ce cas, une façon de vivre l'évangile en affrontant les injustices de ce monde.

C'est pourquoi la non-violence doit commencer avec la transformation radicale de la vie personnelle. Il faut se faire violence à soi-même; dépasser les instincts égoïstes qui nous divisent et nous séparent de nos frères; vaincre la tentation de l'accommodement et de la passivité, ou la peur qui s'installe dans notre coeur. Nous devons arracher tous les germes de haine, de rancœur et

de vengeance qui existent en nous et qui se révèlent dans les relations interpersonnelles immédiates. La non-violence est une réponse à la violence et à l'oppression, mais elle n'est pas le résultat de mécanismes instinctifs appelant la même mesure. Elle est une réponse venant du plus profond de notre liberté intérieure et nous rendant capables de restaurer les relations humaines au niveau du personnel et du libre. L'esprit de réconciliation ne vient jamais de la lâcheté ou de la faiblesse; le pardon chrétien est le fruit de l'amour; c'est un acte de liberté et un acte créateur de liberté chez les autres.

L'exemple le plus clair de l'esprit de la non-violence se trouve dans le dialogue. Nous savons qu'il est très difficile de dialoguer, alors qu'il est facile de juxtaposer deux monologues. Nous ne défendons parfois que notre vérité et nous ne dénonçons chez nos adversaires que leurs erreurs. L'attitude de dialogue vraie suppose, au contraire, que nous commençons par découvrir la vérité de l'autre, le bien qui est en lui, et d'avoir l'honnêteté de nous le dire. Elle suppose ensuite que nous prenions conscience de la façon dont nous-mêmes, dans notre vie, avons trahi cette vérité. C'est seulement ainsi que nous pourrions alors affirmer notre vérité tout en sachant que, par nos agissements, nous l'avons souvent trahie. Celui qui a fait ces trois démarches peut entamer la quatrième: dire à l'autre le mal qui est en lui, l'injustice qu'il commet. Mais la manière de le dire doit nous impliquer avec l'adversaire pour avancer ensemble sur le chemin de la justice, en nous reconnaissant tous pécheurs. De cette façon, par un dialogue sincère, est prononcée la parole libératrice qui libère également l'adversaire de son mal.

Suivre le chemin de la non-violence, c'est faire une distinction chez l'opresseur entre le mal qu'il fait et la personne qu'il est: il s'agit d'aimer la personne et de détester le mal. Et pour cela, l'action non-violente n'aura jamais recours au pouvoir, à la force; elle ne fera jamais offense à l'opresseur par une parole injurieuse. Au contraire, à la ressemblance du Christ, le non violent s'efforce de vivre la spiritualité du serviteur souffrant (Isaïe, 53); il évite tout esprit de domination des personnes; il élimine tous les signes de discrimination ou de supériorité; il recherche la sérénité par un entraînement continu en vue de vaincre la peur; il vit dans la vérité, il dit la vérité, il défend la vérité mais toujours avec amour.

S'engager dans l'esprit et la mystique de la non-violence c'est relever le défi de suivre Jésus jusque dans son échec humain apparent, lequel est devenu le germe de la transformation radicale de l'humanité. C'est l'amour, et non la violence ou la haine, qui est le dernier mot de l'histoire. La résurrection de Jésus nous libère de l'absurdité apparente de la mort sans signification, quand on est écrasé par les puissants de ce monde, car elle est l'annonce de la fraternité de tous les hommes, fils d'un même Père qui est dans les cieux.

La méthode de la non-violence

La non-violence se vit dans l'action concrète. Comme action, elle se situe par rapport à la réalité sociale et à toute sa force de violence instituée. Elle ne l'ignore ni ne la masque, et encore moins ne la légitime comme nécessaire et inévitable. Elle la dénonce clairement comme étant le résultat de l'esprit humain, le fruit de décisions, de choix et de préférences libres de l'homme. La non-violence ne se confond pas avec la passivité ni avec l'immobilisme ou la tolérance envers l'injustice.

Comme toute action humaine, elle doit être persévérante, claire dans ses objectifs et méthodique dans ses étapes. Elle ne rejette pas la médiation de

l'analyse sociale; au contraire, elle la considère comme indispensable pour pouvoir cerner les problèmes réels, les injustices concrètes avec leurs causes et leurs liens profonds. L'action non-violente entend provoquer des changements dans l'histoire. Sa vision de l'homme et de la société est à l'origine de méthodes et d'actes de non coopération avec les systèmes injustes dans l'ordre économique, politique et technique. Ces actes de pression morale collective tendent à retirer systématiquement tout soutien aux systèmes injustes. Et ils imposent de rechercher et de réaliser, à partir de la base, une alternative de société socialisée.

L'action non-violente implante déjà, dans la dynamique même du changement, les valeurs prônées par ce changement. Elle n'implante pas la paix par la guerre; elle ne construit pas par la destruction. L'aspiration à un monde fraternel et juste n'est pas niée en son fond par les actes mêmes qui visent à la transformation de la société.

Dans la non-violence, l'action persévérante se nourrit de la conviction de la valeur absolue de la personne humaine. La foi chrétienne renforce puissamment cette conviction: nous croyons en la personne et en l'oeuvre de Jésus, le non-violent par excellence. Si nous comparons l'action non-violente et le marxisme, nous constatons que tous deux veulent dépasser les conflits de la société de classes. Mais quand un tel projet ferme son horizon à la transcendance, il condamne l'homme à s'aliéner lui-même. Sans la présence du Dieu vivant il est impossible de dépasser les inévitables contradictions de la condition humaine et d'aller au-delà des conditionnements psycho-sociaux qui aliènent notre liberté personnelle. La racine de la valeur absolue de l'homme est son ouverture au Dieu transcendant, son attitude de dialogue avec lui.

IV- LIGNES D'ACTION

Nous reprenons, dans cette partie, quelques-unes des réflexions faites dans les groupes de discussion autour de trois thèmes qui n'épuisent évidemment pas la totalité des problèmes et des défis lancés à la non-violence. Nous les rapportons telles qu'elles se sont présentées à la fin de notre rencontre, tout en reconnaissant qu'elles n'ont pas été suffisamment, par manque de temps, mûries dans les groupes ni examinées et discutées. Mais il a semblé bon à la majorité des participants de présenter ces réflexions pour qu'elles servent de base de départ pour un approfondissement ultérieur. Elles sont le reflet des situations vécues dans de nombreuses régions d'Amérique latine. L'Eglise ne peut manquer de proposer ses réponses, fussent-elles non définitives, à ces problèmes.

Les groupes ont traité trois thèmes: les problèmes paysans, surtout ceux liés à la propriété de la terre; les régimes de sécurité nationale; et les conflits dans l'Eglise, surtout dans le cadre de l'action non-violente pour la justice.

Les problèmes de la terre

Bien que nous ne puissions analyser ici les nombreux problèmes qui concernent la classe paysanne et encore moins élaborer des solutions pour chacun d'eux, nous tenons cependant à redire que la participation libre, active et responsable des paysans est la condition indispensable pour parvenir à des solutions justes.

Notre pastorale auprès des paysans doit naître de la vie au milieu d'eux et

de la réflexion, dans un climat de prière, afin que les problèmes puissent apparaître et que la vie affleure tout entière pour être éclairée de la lumière de l'évangile. Nous devons être les témoins de la conviction et de la confiance dans le pouvoir mobilisant de la prière et du jeûne.

Notre travail pastoral doit permettre la promotion des paysans dans les communautés de base ainsi que dans les syndicats et les organisations paysannes, bien que, pour ces derniers, notre tâche pastorale ne consiste pas à organiser directement de tels groupements mais seulement à préparer et encourager les personnes à assumer ce rôle comme laïcs.

Le respect des personnes doit être présent dans toute notre action: respecter les initiatives dans l'expression religieuse et liturgique, comme dans la mise en place de nouveaux ministères. Nous devons aussi faire preuve du même respect quand les paysans prennent l'initiative dans la défense de leur droit à la terre.

Il y a cependant des cas où l'Eglise est la seule voix possible pour ceux qui sont sans voix. En ces cas, si la cause des paysans est juste et s'ils le demandent, nous pouvons devenir médiateurs ou prendre leur défense. Cela veut dire alors, à l'occasion, s'opposer à la puissance des oligarchies qui concentrent dans leurs mains tout le pouvoir de décision; cela veut dire aussi remplir la mission prophétique face aux autorités gouvernementales et à l'opinion publique, en prenant la défense des droits des paysans, tout comme face à ceux-ci, en leur faisant prendre conscience de leur droit.

Les régimes de sécurité nationale

Au sein des situations de violence dont souffre l'Amérique latine ont surgi, en divers pays, des régimes politiques nouveaux, de type autoritaire, très souvent assumés par les Forces armées. Ces régimes se présentent comme étant la solution et le remède nécessaire aux problèmes de la violence. Nous faisons nôtre leur propos de mettre fin aux actes de violence instituée. Mais, à notre avis, les moyens utilisés pour remédier à ces maux méritent quelques remarques.

En général les méthodes employées sont la mise en oeuvre de la perspective selon laquelle une violence se combat par une autre violence. C'est la spirale de la violence qui se prolonge ainsi indéfiniment. La répression de la violence par un Etat qui utilise les mêmes méthodes violentes contribue à l'augmenter au lieu de la restreindre. La façon dont on prétend parvenir à la sécurité conduit en fait, comme dans un cercle vicieux, à l'insécurité. Ainsi donc, la violence de l'opposition engendre l'insécurité au niveau de l'Etat; l'Etat, à son tour, sème l'insécurité chez les citoyens par ses mesures de répression violente; et l'insécurité de la population engendre à nouveau une plus grande violence de la part de l'opposition à laquelle l'Etat répond, processus sans fin, par une répression accrue. Il faut que quelqu'un brise le cercle vicieux de l'insécurité et de la violence.

1) La violence des régimes de sécurité nationale est légitimée en premier lieu par la lutte contre le terrorisme. Nous rejetons a priori et de façon absolue tout acte de terrorisme et de violence; nous ne lui reconnaissons aucune valeur dans le combat pour la justice sociale. Nous reconnaissons, par ailleurs, que l'Etat a mission de réprimer les actes de terrorisme, les enlèvements d'individus, les détournements d'avions, etc., et de prévenir leur répétition, dans la mesure du possible et par des moyens moralement acceptables.

Mais nous estimons qu'il n'y a pas, en de nombreux cas, correspondance entre la portée réelle des actes terroristes et la riposte des Etats de sécurité nationale. Ceux-ci réagissent comme si la survie de la nation était en jeu, comme si le pays était au bord de la destruction totale par une guerre. Cette analyse n'est pas exacte. Il n'y a aucune proportion entre les actes réels de subversion, la suppression totale de nombreuses garanties constitutionnelles et de nombreux droits de l'homme, et le climat d'insécurité provoqué par les mesures qui se présentent comme la garantie de la sécurité. En aucun pays la survie de la nation ou de l'Etat n'est en jeu. Le fût-elle qu'il n'est pas légitime d'avoir recours à des moyens inhumains pour assurer la survie de l'Etat, car l'Etat et la nation ne sont pas des fins absolues mais sont subordonnés aux droits inaliénables de la personne humaine.

Très souvent les méthodes de répression du terrorisme prennent les mêmes formes. Les cas ne manquent pas, dans la police, de constitution de groupes terroristes tels que les Escadrons de la mort, agissant avec le silence complice des autorités.

Par ailleurs, les régimes de sécurité nationale augmentent indûment le nombre des terroristes et des subversifs en rangeant sous cette appellation toutes les formes de critique ou d'opposition politique. Sont considérés comme subversifs tous ceux qui mettent en pratique les moyens les plus pacifiques et non-violents d'opposition aux programmes politiques du gouvernement, tous ceux qui font preuve de réserve, et jusqu'aux indifférents à qui il est reproché de ne pas manifester leur enthousiasme pour les agissements du gouvernement. L'Etat se donne ainsi artificiellement un grand nombre de prétendus adversaires dangereux et violents.

La simple répression de la subversion n'est aucunement un remède vrai et durable car elle ne tient pas compte des causes de cette subversion. La plupart des causes résident dans les situations de violence instituée. En sorte que le remède premier à la subversion est la suppression radicale des inégalités sociales et des atteintes à la liberté individuelle, sociale et politique.

2) Les régimes de sécurité nationale invoquent, en second lieu, la nécessité de défendre la nation contre le communisme ou le marxisme international. Ils présentent la situation comme si leur nation était sur le point de tomber entre les mains de l'Union soviétique et de devenir une démocratie populaire du type des pays communistes.

C'est le lieu, ici aussi, de nous demander s'il n'y a pas une survalorisation du danger. Les observateurs sérieux, dans l'opinion publique, ne semblent pas accorder de valeur quelconque à ce type de raisonnement, du moins pour le moment. Il ne semble y avoir aucune proportion entre le danger réel d'implantation d'un régime communiste et les mesures répressives actuellement appliquées au détriment des droits de l'homme.

Sur ce point également, les régimes de sécurité nationale, par leurs services de propagande, grossissent sans raison le nombre des communistes. Ils voient sans arrêt des communistes partout, même là où il n'y en a pas: ils traitent de communistes tous ceux qui dénoncent les situations d'injustice ou prennent la défense des pauvres; ils qualifient de campagne communiste internationale l'action des groupes qui, dans le monde entier, plaident pour les droits de l'homme; ils vont même jusqu'à taxer de communistes infiltrés les évêques, les prêtres ou les chrétiens en général qui dénoncent les atteintes aux droits de l'homme ou montrent la situation de misère des masses sacrifiées par les systèmes sociaux actuels.

De plus, les systèmes de sécurité nationale se voient, dans leur volonté de sécurité totale et de répression radicale, obligés d'utiliser dans leur combat contre le communisme les mêmes armes et moyens immoraux qu'ils dénoncent chez leurs adversaires. Leur lutte contre le communisme perd ainsi toute sa légitimité morale.

Nous ajoutons que les méthodes purement répressives par lesquelles ils prétendent extirper le communisme ont en réalité pour effet de donner au communisme davantage de prestige dans les masses opprimées et terrorisées. L'expérience d'autres pays apporte la confirmation que de telles méthodes de lutte contre le communisme favorisent bien plutôt son développement et confèrent à ses adeptes l'auréole des martyrs. Il y a des méthodes de lutte contre le communisme qui semblent précisément élaborées pour préparer et favoriser son avènement.

3) Les régimes de sécurité nationale invoquent, en troisième lieu, l'échec de la démocratie. Les méthodes de non-violence et de dialogue, qui sont celles de la démocratie, auraient fait preuve de plus d'efficacité si certains de leurs défauts avaient été corrigés. Mais, au lieu de corriger ces défauts, les régimes nouveaux prétendent rompre avec le passé et renier les avancées réalisées lors des expériences démocratiques.

Ils suppriment les constitutions, les institutions politiques et sociales plutôt que de les corriger, sous prétexte qu'elles auraient fait la preuve définitive de leur inefficacité. Les modes de participation populaire auraient démontré leur stérilité. Seul l'Etat confié à certaines élites sélectionnées serait efficace. Mais voilà, il y a disproportion entre les maux réels et les remèdes draconiens proposés. Parce qu'il y a eu des vices réels dans les systèmes de représentation populaire on supprime toute représentation populaire.

Ils disent qu'ils préparent une démocratie nouvelle et nous recevons avec joie une telle déclaration d'intention. Mais, en même temps, ils se gardent bien de toute éducation civique propice à une participation populaire; ils s'opposent à toute étude critique de la situation et ils refusent les remèdes proposés. Comment pourraient-ils, sur simple détermination autoritaire, favoriser la participation populaire?

Finalement la seule légitimité que les régimes de sécurité nationale s'attribuent, c'est celle de leurs succès en matière économique: le développement auquel ils parviendraient légitimerait leur existence, ne serait-ce que par mode de réflexibilité ou d'autoritarisme. Personne plus que nous ne désire autant le développement et nous entendons bien que le développement ne puisse se concevoir sans de grands sacrifices de la part de la population. Cependant, nous ne pouvons accepter qu'un progrès matériel d'ordre économique doive être payé au prix d'une violence politique instituée, d'un régime de surveillance permanente, d'une police secrète, d'une absence de participation et d'un manque total de garanties individuelles. Un tel état de violence ne se justifie jamais au nom de résultats tangibles dans l'ordre de la croissance économique quantitative. Il serait préférable d'avoir une croissance économique moindre, moins de violence, et plus de liberté.

D'ailleurs le progrès économique obtenu n'est pas sans poser de sérieux points d'interrogation. On parle du "miracle économique brésilien" et d'autres Etats sont désireux d'afficher un miracle du même ordre; ils vont même jusqu'à l'annoncer alors que rien en se passe. Ce miracle économique dont ils parlent, c'est un miracle pour qui? Un miracle pour une toute petite catégorie sociale

qui en bénéficie pleinement, alors que les masses pauvres se retrouvent finalement plus pauvres qu'avant. De sorte que le prix de ce miracle n'est finalement que domination sous une nouvelle forme, sacrifices supplémentaires imposés aux pauvres, et violence économique exercée par le moyen de la violence politique avec avantages pour les seuls privilégiés en nombre restreint. Où est la légitimité des méthodes violentes de l'Etat?

De nombreux auteurs vont même jusqu'à se demander si la croissance économique obtenue est réellement l'effet du système autoritaire choisi. Ils pensent que le même résultat aurait été obtenu avec un système démocratique corrigé et sans autant de distorsions.

Aussi ^{ne} sommes-nous pas convaincus par les arguments avancés pour justifier un régime de répression et de violence. Nous ne voulons nullement opposer à ces régimes une autre forme de violence. Au contraire, nous pensons que le moment est venu de briser le cercle vicieux de la violence en opposant aux systèmes actuels une action, décidée et persévérante, sans violence mais claire et précise, de non participation active en vue d'une transformation totale des structures de violence politique ou économique dans nos pays.

Les conflits dans l'Eglise et l'action non-violente pour la justice

On ne peut cacher qu'il y a des conflits dans l'Eglise latino-américaine. Ils sont évidents et les moyens d'information les présentent à l'opinion publique, non sans les fausser. Nous devons assumer ces conflits, les expliquer et essayer de les dépasser. Ce serait une attitude peu évangélique que d'envisager une unité ou une réconciliation sur la seule base d'opinions rentrées, d'ignorance des causes qui provoquent les divergences, ou de compromis invitant à la résignation et à l'abandon des convictions ou formes d'action qu'on estime inspirées par l'esprit. Nous voulons une réconciliation qui ne soit pas une trahison du monde que nous devons servir et sauver; une réconciliation qui soit le dépassement des divisions et non leur négation ou l'aveuglement devant leurs causes.

En premier lieu, nous reconnaissons que les divergences et les divisions viennent de l'action non-violente elle-même, menée pour la justice et la paix au sein des conflits latino-américains d'aujourd'hui. Nous-mêmes provoquons des divisions alors que ^{nous} cherchons le contraire. Nous assumons les conséquences de cette attitude. En effet, notre action non-violente pour la justice et la paix évangéliques est l'expression d'une prise de conscience nouvelle des réalités vécues par les peuples latino-américains. Nous sommes une minorité à nous rendre compte de la situation de violence dans nos pays, suite aux expériences propres que nous avons ^{pu} vivre. Il y a des différences entre notre perception des réalités et celle des autres, entre notre sens des priorités et urgences pastorales et celui des autres. Nous pensons que ces divergences viennent essentiellement d'une différence de perception des réalités du monde actuel, des dangers réels, des défis à relever avec urgence, des espérances et des craintes, des souffrances du peuple et des attentes des gens vis-à-vis de l'Eglise.

Il faut parfois ajouter à ces différences dans la perception des réalités du monde, des différences d'appréciation concernant le rôle de l'Eglise dans le monde; c'est-à-dire des divergences théologiques; les approches théologiques sont la plupart du temps conditionnées par une certaine vision du monde actuel.

Dans ce contexte, l'unité ne se fera jamais au prix d'une renonciation à ce

nous constatons et savons. Notre vision peut, certes, être partielle et notre manière d'agir agressive pour certains de nos frères. Les conflits que nous avons dans l'Eglise nous aideront à corriger et améliorer notre vision des réalités et notre action non-violente en vue de les transformer, tout en accueillant la part de lumière reçue de nos frères.

Par fidélité à la réalité, nous sommes prêts à accepter les objections et remarques que nos frères nous font et que, d'après eux, nos attitudes méritent. Mais nous regrettons que certains, au lieu d'accepter le dialogue, lancent des accusations publiques, sans preuves ni pièces à conviction, contre des laïcs, des prêtres et des évêques en les taxant de communistes, subversifs et extrémistes, et en se basant uniquement sur une interprétation erronée de comportements qu'ils ne comprennent probablement pas mais qu'ils n'ont pas le droit de déformer. Il est arrivé dernièrement qu'au Brésil, en Equateur, en Argentine et à El Salvador, des prêtres, des évêques et plus encore des laïcs ont été victimes de la répression suite aux accusations lancées par des chrétiens. Le frère a livré son frère à la répression et à la violence d'un système répressif. Nous ne pensons pas que les dénonciations au St-Siège ou aux autorités ecclésiastiques, de façon publique, soit le moyen approprié pour parvenir à l'unité de l'Eglise. Le croire serait rechercher une unité fondée sur l'élimination physique ou morale de tous ceux qui s'efforcent d'entrer honnêtement dans un combat non-violent pour la justice. Tout en étant prêts à accepter la persécution pour notre action, nous avouons que la persécution déclenchée par nos frères nous est particulièrement douloureuse.

Nous devons tenir compte du fait que certaines divisions dans l'Eglise sont le reflet des divisions résultant de la mission de Jésus sur la terre. Il a lui-même déclaré qu'il était venu diviser. C'est vrai que Jésus s'adresse à tous et qu'il fréquente tout le monde, mais pas de la même manière. Par exemple, les paroles qu'il adresse aux pauvres et aux riches ne sont pas les mêmes. Son évangile n'a pas la même résonance ni la même signification pour les riches et pour les pauvres. La parole qu'il adresse aux pauvres est faite d'espérance et de jubilation; celle qu'il adresse aux riches est marquée de préoccupations, d'appels à la conversion et à l'abandon des privilèges, de compassion active par la distribution des biens. La parole qu'il adresse aux pauvres fait peu à peu naître la joie et la gratitude, pas toujours cependant; celle qu'il adresse aux riches provoque peu à peu la colère et la persécution. L'évangélisation que nous faisons doit se fonder sur cette même attitude sous peine de n'être pas conforme à l'évangile de Jésus-Christ.

Nous ne pouvons être d'accord avec nos frères quand ils donnent l'impression de ramener l'évangile à un message faussement universel, adressé à tous de façon neutre et uniforme, gommant la différence entre riches et pauvres et donnant l'illusion qu'être chrétien c'est la même chose pour le riche et pour le pauvre. Un tel évangile insipide ne pourra jamais être le ferment d'une action résolue pour la justice et la libération des peuples d'Amérique latine.

Nous ne pouvons accepter que l'unité de l'Eglise se fasse autour d'un évangile réduit à des abstractions de valeur universelle, d'un évangile sans saveur, odeur ni couleur, d'après lequel tous les hommes sont égaux, en dehors de toute position sociale, économique et culturelle. Notre amour pour l'unité de l'Eglise nous fait rechercher ensemble la plénitude de l'évangile lu dans sa totalité, et non réduit à un message incolore dans lequel les différences tombent dans le vide. L'unité ne pourra jamais se faire au prix du sacrifice de notre choix en faveur des pauvres, en acceptant que leur existence soit passée sous silence dans notre prédication et notre action. Une telle unité serait à l'opposé de l'union eschatologique, l'unité en plénitude pour laquelle Jésus a prié: non pas la paix que donne le monde, mais la paix de Jésus, qui est le fruit de l'effort apostolique de toutes les générations jusqu'à l'accomplissement final du royaume de Dieu.

(Traduction DIAL)

Abonnement: France 160F - Etranger 185F (avion: tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441